

Dangereux et inutile!

L'EPR en construction sur le site de Flamanville doit être abandonné immédiatement.

L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) vient de révéler de graves anomalies dans la composition de l'acier de certaines zones du couvercle et du fond de la cuve de ce réacteur nucléaire.

Cette anomalie est qualifiée de « sérieuse, voire très sérieuse » et met en cause la fiabilité de ce « composant crucial ».

Le chantier a déjà accumulé un retard énorme, sa mise en service était prévue en 2012, elle a été repoussée en 2017, date désormais intenable.

Dans le même temps, les coûts ont explosé, passant de 3,3 à 8,5 milliards d'euros, montant qui serait évidemment dépassé.

Il est plus que temps d'imposer l'arrêt de la construction de ce nouveau type de réacteur chargé de remplacer les 58 réacteurs vieillissants des 19 centrales nucléaires françaises.

Sortir du nucléaire, sortir des énergies fossiles (charbon, pétrole), privilégier la sobriété et l'efficacité énergétiques et passer aux renouvelables est techniquement et socialement possible.

Aux mobilisations de l'imposer, le NPA en sera pleinement partie prenante.

• Et dans le privé

• Au nom de la course à la compétitivité, de la rentabilité financière, les patrons mènent la même politique de compression du personnel. Les conditions de travail se dégradent dans les usines, dans les supermarchés, dans le bâtiment...
• Et ils osent dire que le travail manque alors que d'une main ils licencient pour de l'autre augmenter le temps de travail, les cadences, la pression sur l'ensemble des salariés.

• Changer le rapport de force

• La réponse au chômage, c'est l'embauche dans les services publics, la réduction du temps de travail, la répartition du travail entre toutes et tous sans baisse de salaire.

• Ce n'est pas l'argent qui manque.

• Le gouvernement le distribue généreusement au patronat mais il y a 500 000 chômeurs de plus depuis le début du quinquennat.

• *Il n'est pas possible de lutter contre le chômage sans s'attaquer au profit.*

• *Pour cela, il faut changer le rapport de force, imposer l'embauche et l'interdiction des licenciements au pouvoir comme aux patrons par un mouvement d'ensemble rassemblant salariés et chômeurs pour imposer une politique qui soit au service de toute la population.*

• Non à la révocation de Yann : Austérité d'un côté, répression de l'autre, les deux faces d'une même politique!

• Les griefs fait à Yann, militant de Sud PTT, sont sans équivoque : prises de parole non autorisées, intrusion dans les établissements postaux, défaut de prévenance des chefs d'établissements, refus d'obéissance.

• Ces motifs sont clairs, la direction de La Poste ne veut pas laisser des militants défendre les luttes ni surtout leur convergence.

• Cette décision de révocation est un signal que La Poste envoie à tout le milieu militant et qui, n'en doutons pas, a reçu le feu vert du ministère de l'économie et des finances, autrement dit du gouvernement, qui par ailleurs a clairement durci le ton face à toute contestation.

• Ont-ils à ce point peur de la contestation ?

• Après avoir refusé une loi d'amnistie pour les militants syndicaux et grévistes, le gouvernement Hollande s'est engagé dans une offensive contre toute contestation sociale.

• Ces divers épisodes sont pourtant à replacer dans un contexte où le durcissement des attaques contre les travailleurs va de pair avec un contrôle politique et policier plus brutal sur la contestation.

• La nécessaire convergence des luttes

• La répression à l'œuvre actuellement complique le travail militant, en premier lieu dans les entreprises où l'arbitraire patronal peut s'exprimer de plus en plus violemment, mais elle n'empêche pas les travailleurs de réagir et de se battre.

• *Il est possible de créer des liens entre les secteurs et les travailleurs en lutte, pour donner corps au « tous ensemble » qui s'impose plus que jamais.*